

Intervention de Gérard Girardon concernant l'A12 au débat public du 2 mai 2006

J'interviens en tant que salarié Valeo, Secrétaire du CE, responsable du syndicat CGT de l'entreprise et Secrétaire du Comité d'Entreprise Européen Valeo.

Valeo est le premier équipementier français avec 70 000 emplois à travers le monde, dont 20 000 en France et 1 000 sur La Verrière et plusieurs centaines à Montigny le Bretonneux. La Verrière est une vitrine technologique du Groupe Valeo. Les plus grands constructeurs visitent nos installations équipées d'une soufflerie pour les essais climatiques.

Valeo s'appelait à l'origine SOFICA division de la SA française de FERODO qui s'est implantée sur le site « ZA de l'Agiot » il y a 35 ans (1971).

A l'époque 300 salariés aujourd'hui 1 millier avec 3 branches d'activités et de direction fonctionnelle décentralisée. La branche Thermique Habitacle (Climatisation), la branche Thermique Moteur et la branche Systèmes d'Essuyage. De plus nombre d'entreprises (maintenance, entreprise annexe, prestataires, etc.) travaillent directement et indirectement pour l'entreprise sur ou près du site de La Verrière. La composition sociale est de forte technologie puisqu'elle est composée de 3 directions fonctionnelles et de R&D. Aucune production n'est effectuée sur le site. La répartition est de 80% d'Ingénieurs et Cadres et de 20% de Techniciens.

Il est clair que si le tracé 2A et 2A' passaient sur le parking de notre entreprise, elle serait délocalisée, aggravée par le départ de Saint Quentin en Yvelines avec toutes les conséquences que cela provoquerait sur l'emploi de La Verrière et de la ville nouvelle. Le tracé 2D et 2C', comme celui du réaménagement de la RN 10 auraient les conséquences néfastes pour la population où bon nombre de salariés y vivent.

La zone d'activité de l'Agiot est loin d'être en « jachère ». Des entreprises y cohabitent, des restaurants, des hôtels, etc.

Il est impensable qu'une population avec ses activités, ses emplois près de 2 000 dépendant de l'agglomération nouvelle puissent être sacrifiée alors que depuis 40 ans un tracé avait été programmé à cet effet par le Vallon du Pommeret.

Le syndicat CGT de l'entreprise s'oppose fermement à ces tracés. Le CE consulté le 25 avril dernier émet un avis totalement défavorable à ces propositions dans l'intérêt des emplois, des salariés et de la population. Sans être habilité pour parler au nom de la direction, son souhait est identique afin de préserver notre entreprise à la pointe de la technologie dans le domaine de l'équipement automobile. La plus grande partie du personnel habite la ville nouvelle, elle souhaite y conserver son emploi, vivre décemment sans les nuisances environnementales qu'ils ont déjà en tant que citoyen.